

**ANALYSE DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SA RELATION AVEC LE POLITIQUE**  
**5 Interventions au Conseil National du PCF des 3 et 4/09/2011.**

**Conseil National du PCF des 3 et 4/09/2011.**

**Intervention d' Yves Dimicoli**

Dans le Figaro du 23 août, A. Minc affirme que, parce que les Français « *sont, pour la première fois, davantage préoccupés par les questions des dettes que par l'emploi* », on peut dire que « *l'austérité ne freine pas la croissance* » ! Rien que ça !

En fait, la France et l'Europe sont frappées par une langueur mortelle de la croissance et un énorme chômage. Le 18 août, l'I.F.O.P. a publié les résultats d'une enquête qui n'a pu échapper à A. Minc. Elle dit que les Français placent les luttes contre le chômage, pour la santé et pour l'éducation en tête des priorités, près de 10 points devant la réduction de la dette !

En réalité, il y a une course pour faire accepter une austérité très accrue, en essayant de paniquer les gens çà propos de la dette.

Une véritable entreprise de diabolisation est engagée, pour une union sacrée au service des créanciers, alors que des luttes se développent partout contre l'austérité.

C'est une logique folle dans laquelle on veut inscrire la France et l'Europe: emprunter encore et toujours plus sur les marchés financiers via, aujourd'hui, les États nationaux et la Facilité européenne de stabilité financière (FESF), via, demain, le Mécanisme européen de stabilité (MES), et via, après demain peut-être, des euro obligations.

Tout cela au prix de l'arasement du modèle social européen et pour rivaliser avec les États-Unis et le dollar dans l'attraction des capitaux financiers internationaux, chinois notamment.

Cette fuite en avant encourage la croissance cancéreuse des marchés financiers et leur domination étouffante sur le social et le public, comme on le voit de façon tragique en Grèce.

Il faut contre-attaquer très fermement !

La dette publique, ce n'est pas le diable ! Il y a de bonnes et de mauvaises dettes, tout dépend ce que l'on en fait ! Si l'argent de la dette va au développement des capacités humaines et des progrès écologiques, alors il y aura une croissance forte, saine et durable et, avec elle, des recettes publiques plus importantes, permettant de faire reculer les déficits et l'endettement.

Par compte, si l'argent va aux opérations financières, à la spéculation, aux cadeaux pour les groupes et les grandes fortunes, aux investissements publics contre l'emploi public..., alors la croissance ralentit, ce qui raréfie les recettes, creuse les déficits et dettes.

Donc, oui ! Dé-diabolisons la dette publique !

Mais cela ne veut pas dire qu'il s'agit de répéter que ça n'est pas un problème sérieux, mais seulement un moyen idéologique de pression sur les gens et qu'on peut le régler en deux coups de « cuillère à pot », pour peu qu'on fasse « *payer les riches et les patrons* » avec l'impôt, comme nous le disions il y a 25 ans... ce qui nous a beaucoup profité, comme chacun sait !

De même, ne donnons pas à croire que les problèmes qu'exprime la dette publique peuvent se régler uniquement en France, alors qu'elle est détenue à 70 % par des non-résidents, allemands notamment, ou bien qu'il suffirait que la Banque centrale européenne rachète la dette aux États.

Bien sûr, il y a un important enjeu de réforme fiscale, mais on ne saurait en faire le « nec le plus ultra » d'une nouvelle politique économique.

Des efforts énormes, au parti socialiste notamment, sont faits pour sanctuariser la Banque centrale européenne, la protéger de toute controverse politique, empêcher toute exigence nouvelle sur le crédit, les banques, leur rapport à la création des richesses, en essayant de rabattre le débat vers la seule fiscalité des ménages et la répartition des richesses par l'État.

Dans ces conditions, le Front de gauche ne convaincra pas s'il se contente d'être un

« PS+ ».

L'enjeu fondamental c'est celui d'une autre utilisation de la force de l'euro, de la création monétaire de la BCE, pour se libérer des marchés financiers.

Se contenter, à ce propos, de dire que, si la BCE rachète les dettes de l'État, il n'y aura plus de problème, c'est raconter des sornettes. Aux États-Unis, c'est ce que fait la Réserve fédérale, mais l'argent créé va surtout aux dépenses de guerre et de domination, à la spéculation, aux OPA, aux profits financiers....tandis que la croissance américaine ralentit et le chômage demeure très élevé.

Il ne s'agit donc pas seulement que la BCE monétise des dettes publiques, mais que l'argent ainsi créé serve à développer les capacités humaines contre le cancer financier.

C'est pour cela qu'il faut absolument que le Parti communiste, dans le Front de gauche, avance avec force la proposition d'un Fonds social et solidaire de développement européen pour utiliser la création monétaire de la BCE à financer l'essor des services publics via des rachats de titres publics nationaux.

C'est là une option confédérale forte, pour une relance sociale et écologique, au lieu du fédéralisme avec des euros obligations, au service des marchés financiers.

En prolongeant notre bataille pour un Pôle financier public et de nouveaux mécanismes de crédit susceptibles de sécuriser l'emploi et la formation, en sollicitant le refinancement sélectif de la BCE, nous donnons au total à voir une cohérence alternative.

Enfin, comment ne pas parler du dollar, comment ne pas mettre en cause son hégémonie avec l'exigence d'une Monnaie commune mondiale et une refonte radicale du FMI ?

La proximité du G20 de Cannes, début novembre, nous y oblige, de même que la perspective, vers 2016 - 2017, d'un krach du dollar si rien n'est entrepris pour changer de cap.

Oui, le Front de gauche peut marquer des points, mais il a besoin, pour cela, d'un PCF qui sorte des généralités et n'hésite pas à porter, sans cesse et très haut, ses propositions précises comme les présente le dossier confectionné par la Commission économique et le secteur Communication du CN. Et avançons les, pour améliorer le Programme populaire partagé, dans des initiatives d'actions d'ampleur harcelant les Agences de notation, les banques, la Banque de France et la BCE, les assurances, les préfetures jusqu'à une grande marche nationale et, même, européenne.

### **Intervention CN des 3 et 4 septembre 2011** **Jean-Marc DURAND**

Dans le contexte pré-présidentiel, le débat sur la fiscalité tend à occuper la totalité du débat économique. Et cela, doit en soi, nous interroger. On remarquera en effet qu'il y a un véritable consensus entre droite et PS sur le sujet, notamment afin d'éviter de devoir traiter d'autres questions comme la réforme de Banque Centrale Européenne, la politique du crédit et le rôle des banques.

Pour autant, il ne saurait être question de nier la nécessité d'un débat sur l'enjeu fiscal et d'une réforme de la fiscalité. Mais il s'agit de savoir si on fait une réforme de la fiscalité avec pour objectif plus global un changement de système ce qui implique d'articuler le levier fiscal à d'autres leviers économiques tout aussi puissants sinon plus, comme celui du crédit ou des banques. Ou si on fait une réforme de la fiscalité surtout pour ne pas changer de système, voire, en martelant répartition, répartition, pour contribuer à alimenter les dérives du système.

Il convient donc d'être clair sur le contenu de la réforme de la fiscalité que nous proposons, c'est-à-dire de traiter certes de la question d'une « autre répartition » mais aussi et surtout de façon prépondérante à mon sens, de pointer le besoin nouveau d'une fiscalité incitative à un autre mode de production de la richesse en prenant appui sur le principe de la modulation.

Cela signifie :

1- De mettre en œuvre une réforme de la fiscalité qui porte bien au-delà d'une seule réforme de l'impôt sur le revenu. Et, agissant de la réforme de l'impôt sur le revenu, intégrer les revenus du capital à soumettre au même niveau de prélèvement que les revenus du travail.

IL faut en effet faire attention aujourd'hui à une réforme de la fiscalité dont la forme la plus aboutie serait une réforme de l'impôt sur le revenu proposant une fusion avec la CSG dont le résultat serait :

- la fiscalisation de la protection sociale,
- un moyen de soumettre les plus bas revenus à ce nouveau prélèvement fusionné,

- outil poussant à une accentuation de la désresponsabilisation sociale des entreprises en faisant basculer les prélèvements sociaux sur la richesse créée sur les revenus salariés.  
Soyons aussi vigilants face à l'énorme campagne sur l'abandon du quotient familial présenté comme un système des plus inégalitaires qui bénéficierait le plus aux plus hauts revenus. C'est oublier de dire que le montant du quotient familial est plafonné et que l'effet du quotient familial ne se mesure pas simplement à l'impact fiscal (allègement d'impôt) mais en termes de bénéfices de prestations familiales, ce qui rééquilibre largement la balance.

2- Une réforme fiscale doit prioritairement contribuer à réorienter l'utilisation du produit de la richesse créée en engageant une profonde réforme de la fiscalité à laquelle sont soumises les entreprises par une modulation (incitation/sanction) de l'Impôt sur les Sociétés, de l'ISF (en intégrant l'outil de travail) et par le rétablissement d'un véritable impôt sur le capital des entreprises (nouvelle TP).

Ces questions sont au centre du débat de classe qui traverse l'enjeu d'une véritable réforme fiscale aujourd'hui et en ce domaine comme en d'autres, les communistes doivent mener franchement et ouvertement le débat.

Enfin je voudrais exprimer rapidement deux choses.

- Je suis d'accord avec Pierre Laurent lorsqu'il propose de faire de la réforme territoriale une question sur laquelle les communistes débattent, s'expriment. Mais pour cela sans doute ne serait-il pas superflu que notre Conseil National en traite au cours d'une séance de travail spécifique. Car pour le moins, si nous savons dire ce qui est mauvais dans la réforme, nous sommes à mon sens un peu courts sur les alternatives à proposer ce dont la force de notre critique pâtit.
- Je suis également d'accord avec la proposition figurant dans le rapport de marches « revendicatives » diversifiées aboutissant à un rassemblement à Paris. Cette démarche est intéressante en ce sens qu'elle permet de montrer et de créer les convergences de solutions à partir de la diversité des problèmes ou des difficultés que vivent les gens, notamment en posant la question des moyens financiers et des pouvoirs.

**Denis Durand**

**Intervention CN des 3 et 4 septembre 2011**

Conseil national du 3 septembre 2011

Personne ne peut plus nier que nous soyons en présence d'une crise du capitalisme. Le vainqueur de la bataille politique en cours – 2012 et au-delà - sera celui qui convaincra les Français qu'il propose les meilleures solutions pour en sortir.

Mais les Français peuvent être ballotés entre deux réactions : se laisser pousser au désespoir par la crise, ou bien être tentés par des solutions magiques. Pourtant, ils savent par expérience que ces solutions ne marchent pas. On est dans un monde et c'est ce monde qu'il faut changer de fond en comble, il n'y a pas moyen de faire autrement parce que la crise est trop profonde. Donc, évidemment, on n'en sort pas par de simples mesures fiscales ou par la construction du « socialisme dans un seul pays », ce pays fût-il l'Europe. Ni en sortant de l'euro ou par une simple annulation de la dette. On sort d'une crise systémique radicale en construisant un autre système, une autre civilisation à partir des réalités de la crise actuelle. Et on sait qu'une telle entreprise ne peut que rencontrer des résistances énormes et donc exiger des luttes sociales et politiques. C'est pour cela qu'il n'y a pas de solution magique à la crise, et c'est pour cela qu'on a absolument d'un Parti communiste qui mène son combat de façon autonome au sein du Front de gauche. C'est ce que peuvent exprimer les « marches » que nous envisageons d'organiser. Elles devraient être porteuses d'exigences précises sur les obstacles que nous combattons et quelle utilisation de l'argent nous exigeons.

En effet, il ne suffit pas d'avoir de bonnes propositions, il faut savoir s'y appuyer dans une bataille politique. Par exemple, dire que si la BCE finance les dettes publiques on libère ainsi les États de la dictature des marchés n'est pas tout à fait juste. La BCE a déjà plus de 100 milliards de titres publics dans son bilan. La Réserve fédérale américaine en fait encore plus et ça ne conduit pas à « sortir de la crise ». La création monétaire encouragée ou réalisée directement par les banques centrales n'a de sens, dans la perspective d'une solution à la crise, que si elle s'accompagne d'un changement dans les critères qui guident l'affectation de cet argent, et donc d'un changement dans le pouvoir dans l'entreprise.

Nos propositions sur la BCE et sur le Fonds de développement social européen sont donc inséparables, par exemple, de notre action pour des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

J'avais dit et je pense toujours que cette cohérence n'apparaît pas assez dans le programme populaire partagé. Or 2012 se jouera cohérence contre cohérence :

- la cohérence libérale, qui est très forte ;
- la cohérence social-démocrate qui consiste à promettre des protections contre les méfaits des marchés. Cette réponse a caractérisé la sortie de la crise dans les années trente, elle est elle-même en crise aujourd'hui ;
- notre cohérence c'est celle qui consiste non seulement à concevoir mais à lutter pour remettre en cause les lois les plus fondamentales du système, à partir des questions qui se posent dans la vie. Si nous voulons être audibles, nous avons besoin de faire percevoir cette cohérence dans la campagne du Front de gauche.

Face à l'obsession de la rentabilité, de la réduction des salaires, de la précarité, je pense que nous aurions intérêt à nous identifier de façon très visibles comme ceux qui luttent pour l'emploi, sa sécurisation, avec la conquête de pouvoirs

pour mobiliser des moyens au service d'objectifs opposés à ceux du capital, avec d'autres critères de gestion et de financement qui visent à économiser sur les ressources matérielles et sur les coûts financiers pour pouvoir dépenser plus pour les êtres humains (avec toutes leurs dimensions, par exemple leur dimension de genre). C'est en quelque sorte l'expression économique et sociale du slogan « l'humain d'abord ».

Si nous faisons cela nous pouvons avoir un écho parce que cette cohérence correspond à un certain état de la civilisation et à un certain état des consciences.

**Nicolas MARCHAND**

**réaction dans le débat du CN du 3 septembre 2011**

Crédibiliser nos propositions, comme cela a été évoqué, c'est un effort nécessaire; mais cela ne doit pas consister à en rabaisser sur le contenu, à ne pas être précis, au motif d'être mieux compris. A moins qu'il s'agisse de ne pas être trop précis au nom de l'union et dans la perspective d'accords politiques au rabais...

Avec la crise on ne peut pas tricher là-dessus; on ne peut pas se contenter d'une campagne se limitant à une meilleure redistribution (partage des richesses et réforme fiscale): la crise exige de porter et exposer des propositions précises, cohérentes sur les moyens financiers et les pouvoirs pour les objectifs sociaux, et pas seulement des slogans, ni des phrases sans suite du style « nous avons des propositions ».

Donc pas d'accord avec l'argument avancé par Olivier Dartigolles selon lequel il n'y avait pas besoin de traiter des propositions précises dans le rapport puisqu'on les trouve ailleurs. Il y a besoin d'une pédagogie pour l'appropriation des propositions.

Pas d'accord non plus avec les camarades qui critiquent ici les « experts »; heureusement qu'on a nos experts, comme nos économistes, dont Pierre Laurent reconnaît dans son livre avoir sous-estimé les analyses sur la crise; encourageons leur apport au développement de l'indispensable expertise populaire, plutôt que le refouler encore au nom du besoin de se faire comprendre. (Je rappelle que pendant des années le CN a refusé la simple référence dans ses textes aux enjeux monétaires et du crédit, à la BCE, au motif que c'était trop compliqué...ces enjeux et la crise nous ont rattrapé et nous bousculent; ne refaisons pas à nouveau l'erreur de les sous-estimer alors que nous avons les moyens de faire de notre intervention sur ces questions décisives notre point fort).

**Gisèle CAILLOUX – réaction dans le débat du CN du 3 septembre**

Il est important d'avoir de nombreux élus qui formeront un groupe communiste et Front de Gauche conséquent. Mais on ne peut s'en tenir à ce seul objectif pour « mettre en œuvre les réponses utiles à » ceux « qui attendent que leur vie change ». Ce ne sont pas les seuls élus qui règleront. Ce qui pèsera de façon déterminante dans le changement, c'est le niveau d'exigence exprimé par les salariés, par les citoyens, exigences qu'ils porteront dans des luttes après les élections présidentielles et législatives.

Nous avons déjà vécu des situations où la gauche était majoritaire, nos élus plus nombreux qu'aujourd'hui mais où le peuple était dans une posture de délégation de pouvoir. Nous avons vu ce que cela donnait. Ne pas recommencer ! Il est important que dans la période qui nous sépare des élections de 2012, notre parti contribue par l'apport de ses analyses et de ses propositions dans les débats et aussi par ses initiatives de luttes ( pas seulement soutien au mouvement social, mais nos initiatives politiques), à faire monter le niveau d'exigences pour des mesures qui permettent réellement de transformer la société après les élections.

Il faut donc obtenir plus d'élus mais aussi contribuer à créer les conditions d'une intervention très forte du peuple pour la mise en œuvre des changements nécessaires.

À propos du débat sur « experts », je pense que les questions pointues auxquelles nous sommes confrontés ne doivent pas être réservés à des « experts ».

Dans nos entreprises, les militants syndicaux et militants du parti font de l'Economie. Mondialisation, délocalisations, suppressions d'emplois, baisse des salaires ... ces militants sont obligés de s'appropriier ces questions pour être efficace face aux patrons. Même si l'Europe, le crédit, la mondialisation, les marchés...c'est compliqué, nous ne pouvons prétendre changer la société sans faire aussi cet effort partout, dans nos villes, dans nos cités. Nous devons tous être des experts.